

Revenus des ménages

En 2010, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a progressé moins qu'en 2009 (+1,2 % après +1,6 %). Ce ralentissement résulte du rebond des prix à la consommation (+1,2 % après -0,6 %). En termes nominaux, le revenu disponible brut (RDB) des ménages a accéléré (+2,4 % après +1,1 % en 2009) avec le redressement des revenus d'activité.

Au premier semestre 2011, le pouvoir d'achat du revenu des ménages décélérerait (+0,4 % après +1,1 % au second semestre 2010) en raison du surcroît d'inflation, tandis que la croissance du revenu disponible brut resterait soutenue. En effet, la hausse des prélèvements sociaux et fiscaux serait compensée par la bonne tenue des revenus d'activité et l'accélération des prestations sociales.

Les revenus d'activité resteraient dynamiques au premier semestre 2011

En 2010, les revenus d'activité perçus par les ménages ont augmenté de 1,9 %, après s'être repliés de 0,5 % en 2009, sous l'effet de la crise (cf. tableau 1). D'une part, la masse salariale reçue par les ménages a nettement accéléré, +2,1 % après +0,0 % en 2009 (cf. tableau 2), soutenue par la reprise de l'emploi salarié et par le dynamisme du salaire moyen par tête (SMPT) dans les secteurs marchands (cf. graphique 1). D'autre part, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels a renoué avec la croissance en 2010 (+0,8 % après -3,9 % en 2009). Par ailleurs, les revenus de la propriété se sont également redressés, en lien notamment avec la baisse des taux d'intérêt sur les crédits (+2,6 % après -0,8 % en 2009). Enfin l'ex-

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2009		2010		2011	2008	2009	2010
	S1	S2	S1	S2	S1			
Revenu disponible brut (RDB) (100%)	0,4	1,1	1,0	1,7	1,6	3,2	1,1	2,4
dont :								
Revenus d'activité (67 %)	-0,9	0,2	1,2	1,1	1,4	2,8	-0,5	1,9
Masse salariale brute (58 %)	-0,6	0,5	1,2	1,1	1,5	3,1	0,0	2,1
EBE des entrepreneurs individuels ⁽¹⁾ (9 %)	-2,5	-1,6	1,1	0,9	1,2	1,4	-3,9	0,8
Prestations sociales en espèces (31 %)	3,0	2,3	1,2	1,2	1,5	3,5	5,3	3,0
EBE des ménages purs (13 %)	-2,3	0,5	2,4	1,9	1,4	5,0	-2,1	3,6
Revenus de la propriété (10 %)	-1,1	-0,1	1,3	2,7	3,7	4,4	-0,8	2,6
Prélèvements sociaux et fiscaux (-22 %)	-3,0	-0,9	3,0	-0,1	1,8	3,8	-1,8	2,5
Cotisations des salariés (-8 %)	0,2	1,3	1,2	0,7	1,6	1,5	1,2	2,2
Cotisations des non-salariés (-2 %)	1,5	0,8	1,3	1,1	1,3	6,0	2,9	2,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-12 %)	-5,6	-2,7	4,4	-0,7	2,0	5,0	-4,4	2,6
Revenus hors impôts	-0,3	0,7	1,4	1,4	1,6	3,4	0,4	2,4
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	-0,9	0,1	0,8	0,6	1,2	2,9	-0,6	1,2
Pouvoir d'achat du RDB	1,3	1,0	0,2	1,1	0,4	0,3	1,6	1,2

Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2009.

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

cédent brut d'exploitation des ménages purs⁽¹⁾ a nettement rebondi (+3,6 % après -2,1 % en 2009).

Début 2011, les revenus d'activité resteraient dynamiques (+1,4 % au premier semestre après +1,1 % au second semestre 2010). La masse salariale reçue par les ménages croîtrait à un rythme un peu plus élevé qu'au semestre précédent (+1,5 % après +1,1 % au second semestre 2010), car le redressement de l'emploi se poursuivrait et les salaires

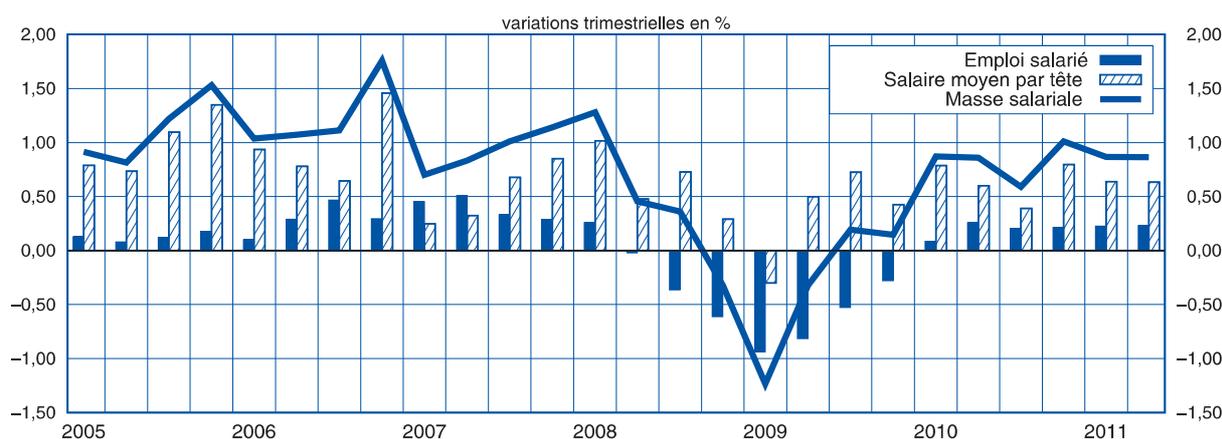
seraient, en termes nominaux, légèrement plus dynamiques. L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels accélérerait également au premier semestre 2011 (+1,2 % après +0,9 %), en lien notamment avec la reprise de l'activité dans la construction ; de même que les revenus de la propriété (+3,7 % après +2,7 %).

Progression des prestations sociales début 2011

En 2010, les prestations sociales en espèces ont ralenti après une année 2009 particulièrement dynamique, +3,0 % après +5,3 % (cf. tableau 3). Un tel ralentissement résulte en partie de la non-reconduction des mesures de soutien qui avaient été prises dans le cadre du plan de relance en 2009⁽²⁾ : les pres-

(1) Qui correspond aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location (dits alors loyers « imputés »).

1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

Tableau 2
De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

	évolution en %								
	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles			
	2009		2010		2011	2008	2009	2010	
	S1	S2	S1	S2	S1				
Entreprises non financières (ENF) (67%)	-1,8	0,2	1,3	1,6	1,8	3,6	-1,4	2,2	
dont : salaire moyen par tête	-0,2	1,3	1,2	1,2	1,3	3,2	1,1	2,5	
Entreprises financières (5 %)	4,9	-0,1	3,2	-0,4	1,8	-1,2	4,3	2,9	
Administrations publiques (23 %)	1,2	1,3	0,7	0,2	0,4	1,9	2,4	1,4	
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	1,6	1,5	1,8	0,0	1,9	7,6	4,0	2,6	
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	-0,6	0,5	1,2	1,1	1,5	3,1	0,0	2,1	
dont : secteurs concurrentiels non agricoles	-1,6	0,1	1,4	1,5	1,8	3,3	-1,3	2,2	

■ Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2009.

Source : Insee

tations d'assistance sociale ont ainsi progressé de 0,5 % en 2010 après +12,4 % en 2009. En outre, les prestations de Sécurité sociale ont également été un peu moins dynamiques (+3,4 % après +5,2 % en 2009), car d'une part les allocations de chômage ont amorcé une baisse, et d'autre part les allocations familiales n'ont pas été revalorisées en janvier 2010.

Au premier semestre 2011, les prestations sociales évolueraient à un rythme légèrement plus soutenu qu'au second semestre 2010 (+1,5 % après +1,2 %). Les prestations d'assistance sociale accélèreraient un peu, notamment l'allocation de solidarité spécifique ou le revenu de solidarité active. Les prestations de sécurité sociale seraient portées par le dynamisme des prestations vieillesse et la revalorisation des prestations famille (+1,5 % cette année). *A contrario*, les prestations de chômage reculeraient légèrement.

Hausse des prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires versés par les ménages sont repartis à la hausse en 2010 (+2,5 % après -1,8 % en 2009) : les impôts ont notamment rebondi (+2,6 % après -4,4 % en 2009), après les allègements ponctuels octroyés dans le cadre du plan de relance de 2009. Au second semestre 2010, l'impôt sur le revenu a reculé (-0,7 %), en lien avec la baisse des revenus de 2009. Les cotisations salariales ont également accéléré en 2010 (+2,2 % après +1,2 % en 2009), suivant le profil de la masse salariale.

Au premier semestre 2011, les prélèvements obligatoires rebondiraient (+1,8 % après -0,1 % au second semestre 2010). Les impôts versés par les ménages croîtraient à nouveau (+2,0 % après -0,7 %). Les mesures de consolidation budgétaire votées pour 2011, notamment la réduction de certaines niches fiscales, auraient peu d'effet au premier semestre : elles interviendraient surtout au second semestre, au moment des régularisations d'impôts de fin d'année. Mais les impôts seraient soutenus par le rebond des revenus en 2010.

Malgré l'augmentation des revenus, des gains de pouvoir d'achat modérés début 2011

En 2010, le pouvoir d'achat des ménages a progressé de 1,2 % en moyenne annuelle, après avoir résisté pendant la crise (+1,6 % en 2009). Ainsi, le revenu disponible brut (RDB) nominal des ménages a accéléré sensiblement (+2,4 % après +1,1 % en 2009). Mais cette progression a été compensée par la hausse des prix à la consommation (+1,2 % après -0,6 % en 2009). La progression du pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des évolutions démographiques, est passée de +0,8 % en 2009 à +0,4 % en 2010 (cf. encadré).

Au premier semestre 2011, le revenu des ménages progresserait de 1,6 %, soit un rythme voisin de celui du second semestre 2010 (+1,7 %). La hausse de l'inflation se poursuivrait (+1,2 % après +0,6 %), dans le sillage de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières. En conséquence, les gains de pouvoir d'achat des ménages seraient faibles : +0,4 % en moyenne semestrielle après +1,1 % au second semestre 2010 (cf. graphique 2). ■

(2) Deux primes exceptionnelles avaient alors été créées : la prime de solidarité active et une prime aux bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire.

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2009		2010		2011	2008	2009	2010
	S1	S2	S1	S2	S1			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	3,0	2,3	1,2	1,2	1,5	3,5	5,3	3,0
Prestations de Sécurité Sociale (72%)	2,6	2,7	1,4	1,2	1,5	4,1	5,2	3,4
Prestations de régimes privés (7 %)	1,2	3,2	0,2	0,9	1,2	2,7	3,9	2,2
Prestations directes d'employeur (13 %)	1,2	1,2	1,3	1,5	1,8	4,7	2,7	2,7
Prestations d'assistance sociale (8 %)	12,2	-0,1	0,2	0,8	1,4	-2,7	12,4	0,5
Total des prélèvements sociaux	-0,2	1,2	1,5	1,2	1,4	3,0	0,8	2,7
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	-0,3	1,2	1,5	1,2	1,4	2,8	0,5	2,7
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (63 %)	-0,8	1,1	1,6	1,4	1,3	3,0	-0,1	2,9
Cotisations des salariés (29 %)	0,2	1,3	1,2	0,7	1,6	1,5	1,2	2,2
Cotisations des non-salariés (8 %)	1,5	0,8	1,3	1,1	1,3	6,0	2,9	2,3

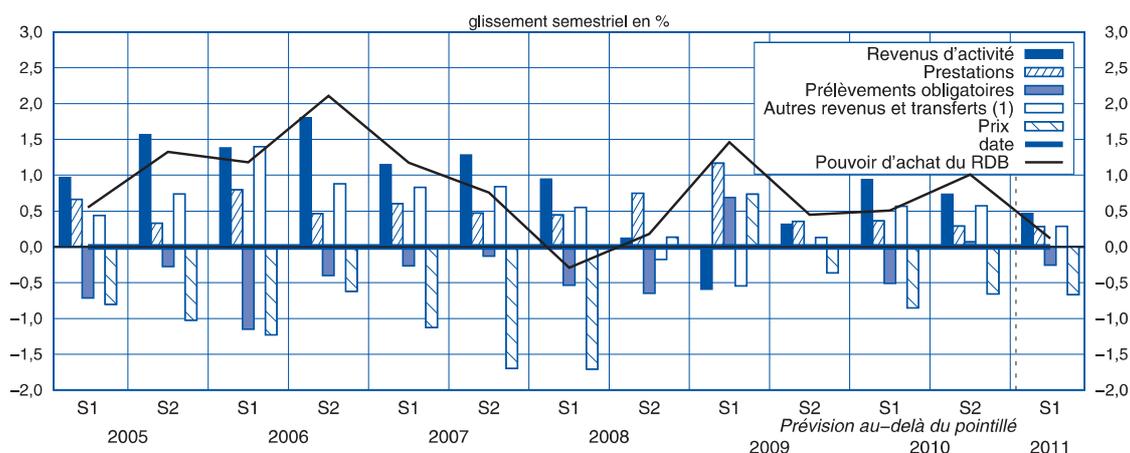
■ Prévission

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2009.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants

Source : Insee

Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la Note de conjoncture représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir

compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible. En 2010, la croissance du nombre d'unités de consommation a été de +0,8 % ; par comparaison, celle du nombre d'habitants est de +0,5 %, et le nombre de ménages a augmenté de 1,2 %. Ainsi, en 2010, le pouvoir d'achat par unité de consommation a décéléré (+0,4 % après +0,8 % en 2009). Par habitant, la hausse est de 0,7 %, tandis que le pouvoir d'achat par ménage a progressé de 0,0 %. ■

Consommation et investissement des ménages

Au quatrième trimestre 2010, la consommation des ménages a été très dynamique (+0,9 % après +0,5 %), clôturant une année en accélération (+1,7 % en 2010 après +0,6 % en 2009). Leur taux d'épargne a diminué au quatrième trimestre (-0,5 point).

En 2011, le profil de la consommation serait marqué par les effets de la suppression de la prime à la casse fin 2010. Au premier trimestre, compte tenu des délais nécessaires pour honorer les commandes passées en fin d'année, la consommation des ménages continuerait de progresser (+0,5 %). Elle reculerait ensuite, par contrecoup, au deuxième trimestre (-0,1 %). Les gains de pouvoir d'achat étant très modérés sur l'ensemble du semestre, les ménages seraient ainsi conduits à puiser dans leur épargne en début d'année. Leur taux d'épargne remonterait à nouveau au printemps.

Après avoir renoué avec la croissance au printemps 2010, pour la première fois depuis plus de deux ans, l'investissement des ménages s'est nettement redressé au second semestre 2010. Il continuerait de progresser au premier semestre 2011.

Au quatrième trimestre 2010, dynamisme des dépenses en énergie et en automobile

Au quatrième trimestre 2010, la consommation des ménages a nettement accéléré, +0,9 % après +0,5 % au troisième trimestre (cf. tableau). Avec des gains de pouvoir d'achat relativement peu dynamiques (+0,3 %), les ménages ont donc puisé dans leur épargne : leur taux d'épargne est ainsi passé de 16,1 % au troisième trimestre à 15,6 % en fin d'année (cf. graphique 1).

Les achats d'automobiles ont fortement accéléré fin 2010 (+14,6 % au quatrième trimestre), avant la fin programmée au 31 décembre 2010 du dispositif de prime à la casse. Sur les autres postes de consommation en biens manufacturés, les achats des ménages ont ralenti, notamment dans le textile-cuir, qui avait bénéficié à l'été d'une hausse sans équivalent depuis les années 80, en raison de la concentration des soldes sur le mois de juillet.

Le quatrième trimestre a également été marqué par une très nette accélération des dépenses en énergie (+2,7 % après -3,2 %), portées par des températures inférieures aux normales saisonnières, en particulier en décembre. L'effet des mouvements sociaux dans les raffineries au mois d'octobre n'est en revanche pas discernable sur la consommation de carburants.

Dépenses de consommation et investissement des ménages

évolution en %

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles		
	2009				2010				2011		2009	2010	2011 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Dépenses totales de consommation des ménages	0,1	0,2	0,3	1,0	0,0	0,3	0,5	0,9	0,5	-0,1	0,6	1,7	1,4
dont :													
Alimentation (17 %)	-0,6	0,6	1,0	-0,7	0,3	0,6	0,5	0,2	0,1	0,2	0,4	1,2	0,8
Produits manufacturés (24 %)	0,5	0,6	0,1	3,0	-1,8	-0,8	1,2	1,8	1,0	-1,8	0,8	1,0	1,4
Énergie (7 %)	-1,0	-1,3	-3,2	1,4	3,2	1,2	-3,2	2,7	-1,5	-0,3	-1,9	2,1	-1,0
Services (52 %)	0,3	0,2	0,4	0,6	0,4	0,6	0,5	0,2	0,4	0,5	0,8	1,9	1,4
Investissement des ménages	-2,3	-1,9	-1,9	-1,4	-0,5	0,1	1,2	0,6	0,3	0,8	-8,7	-2,2	1,9

Prévision

Source : Insee

À l'inverse, la consommation de services a légèrement ralenti (+0,2 % après +0,5 %), notamment dans les transports. Enfin, la consommation de produits alimentaires a également décéléré (+0,2 % après +0,5 %).

Stabilité globale du taux d'épargne au premier semestre 2011

La consommation serait globalement peu dynamique sur le premier semestre 2011, en ligne avec des gains de pouvoir d'achat très faibles (+0,1 % puis +0,3 % aux premier et deuxième trimestres respectivement) ; mais elle présenterait un profil marqué par les effets de la suppression de la prime à la casse. Au premier trimestre 2011, compte tenu de l'effet de « traîne » observé actuellement sur les achats d'automobiles, la consommation des ménages resterait soutenue, +0,5 % (cf. graphique 2). Elle reculerait ensuite par contrecoup au deuxième trimestre (-0,1 %). Les ménages financeraient leur consommation en puisant dans leur épargne en début d'année. Le taux d'épargne perdrait ainsi 0,3 point au premier trimestre avant de regagner 0,3 point pour s'établir à 15,6 % à l'horizon de la prévision, soit un niveau proche de celui atteint fin 2010.

Le dynamisme de la consommation perdurerait au premier trimestre 2011...

Au premier trimestre 2011, la consommation en produits manufacturés resterait dynamique (+1,0 % après +1,8 %) malgré la disparition de la prime à la casse au premier janvier 2011. Selon les dernières données disponibles, les immatriculations sont restées au premier trimestre à des niveaux très élevés.

Compte tenu des délais de livraison nécessaires pour honorer les commandes passées à la fin de l'année dernière, la consommation automobile resterait donc vive au premier trimestre⁽¹⁾, et le contrecoup devrait se produire au deuxième trimestre. Dans une moindre mesure, la consommation en produits d'électronique grand public resterait soutenue au premier trimestre par le passage au « tout numérique » de six nouvelles régions, dont l'Île-de-France.

Par ailleurs, après une forte accélération des dépenses de consommation en énergie en fin d'année dernière, ce poste reculerait de 1,5 % au premier trimestre 2011, les températures ayant retrouvé leurs normales saisonnières.

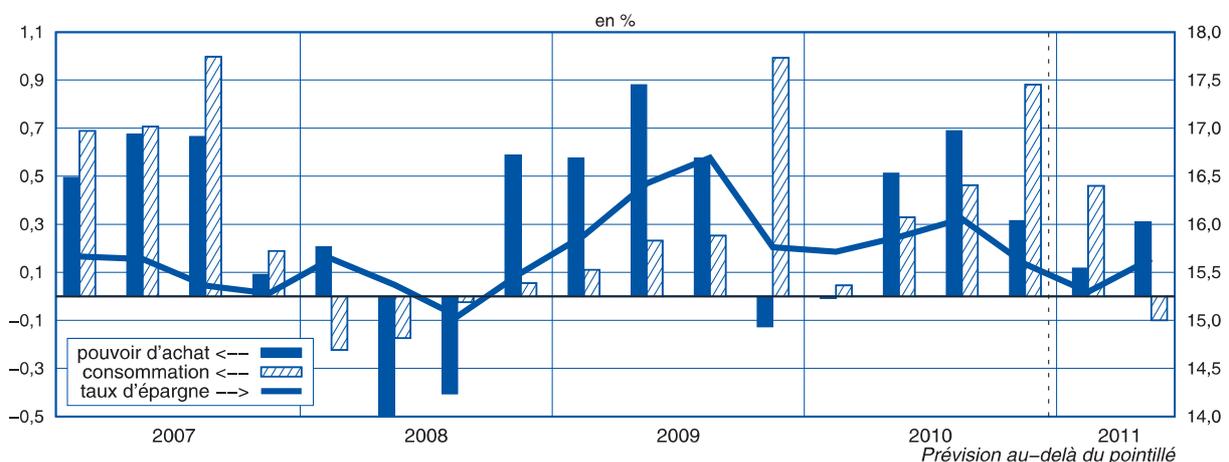
Enfin, la consommation en services accélérerait légèrement : +0,4 % après +0,2 % fin 2010.

... mais elle reculerait au deuxième trimestre 2011, affectée par le contrecoup de la prime à la casse

Au deuxième trimestre 2011, la consommation en produits manufacturés pâtirait du contrecoup de la prime à la casse : elle reculerait de 1,8 %. La consommation d'énergie devrait continuer son repli (-0,3 %). La consommation en produits alimentaires retrouverait, quant à elle, son rythme tendanciel à l'horizon de la prévision (+0,2 %). Enfin, la consommation de services accélérerait de nouveau (+0,5 %). Au total, la consommation des ménages s'inscrirait en recul de 0,1 %.

(1) Les commandes passées avant le 31 décembre peuvent encore bénéficier de la prime à la casse, à la condition que le véhicule soit livré avant le 31 mars.

1 - Taux d'épargne et taux d'accroissement de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible



Source : Insee

L'investissement des ménages, dynamique fin 2010, ralentirait légèrement au premier semestre 2011

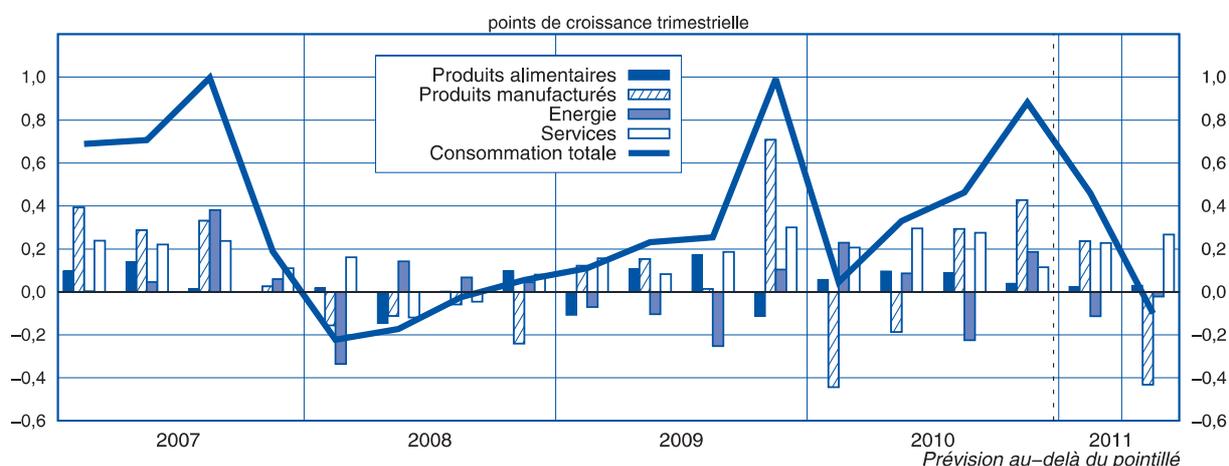
(+0,3 % après +0,6 %), à la fois sur le marché du neuf et de l'ancien. Il retrouverait un rythme plus dynamique au printemps (0,8 %). ■

Après s'être replié depuis plus de deux ans, l'investissement des ménages s'est nettement redressé au second semestre 2010⁽²⁾. D'une part, l'investissement en construction est reparti en légère hausse, dans le sillage de la progression des mises en chantier de logements. D'autre part, il a également bénéficié de la reprise du marché de l'immobilier ancien depuis le début de l'année, notamment via les frais de notaire⁽³⁾. L'investissement des ménages ralentirait légèrement au premier trimestre 2011

(2) L'investissement des ménages comprend principalement les achats de logements neufs, mais il inclut aussi les frais financiers liés aux transactions sur le marché de l'ancien.

(3) Ceux-ci sont comptabilisés dans l'investissement des ménages en services.

2- Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Éclairage - Un nouvel indicateur synthétique de confiance des ménages

Depuis janvier 2011, un nouvel indicateur synthétisant la confiance des ménages est publié par l'Insee à partir de l'enquête de conjoncture auprès des ménages. Il remplace désormais l'indicateur résumé qui était calculé jusqu'alors. Ce nouvel indice a été construit dans l'optique d'une plus grande homogénéité avec les autres enquêtes de conjonctures effectuées par l'Insee. Il vise également à obtenir un meilleur résumé de l'information contenue dans l'enquête. Au total, quoique peu différents à certaines époques, les deux indicateurs (ancien et nouveau) présentent des profils globalement très proches.

Pourquoi un nouvel indicateur de confiance des ménages ?

L'indicateur de confiance des ménages publié jusqu'en décembre 2010, appelé « indicateur résumé », était calculé comme une simple moyenne arithmétique de cinq soldes choisis dans l'enquête ménage. Le nouvel indicateur baptisé « indicateur synthétique du moral des ménages » répond à plusieurs objectifs :

- objectiver le choix des variables contribuant à l'indicateur synthétique, et le poids de chacune de ces variables dans son élaboration ;
- synthétiser au mieux l'information commune contenue dans les variables de l'enquête de conjoncture auprès des ménages : le nouvel indicateur décrit, en une variable unique, la composante commune des soldes sélectionnés dans l'enquête ;
- harmoniser ainsi les indicateurs synthétiques des enquêtes de conjoncture, la méthodologie proposée étant celle utilisée pour l'indicateur synthétique de climat des affaires dans les enquêtes auprès des chefs d'entreprise.

En outre, ce changement a été l'occasion d'étendre la période de disponibilité de cet indicateur.

Une méthode de construction analogue à celle utilisée dans les autres enquêtes de conjoncture

À l'image de son prédécesseur, le nouvel indicateur synthétique a pour objectif de résumer l'opinion des ménages sur la situation économique générale et leur situation personnelle. Cependant, alors que l'ancien indicateur résumé était calculé à l'aide d'une moyenne arithmétique simple sur cinq des onze soldes de l'enquête ménage, le nouvel indice est construit à l'aide d'une analyse factorielle. Cette technique permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont corrélés, dans une variable unique appelée indicateur synthétique ou facteur commun, sans *a priori* quant au choix des variables ou à leur importance respective. Cette méthode conduit à déterminer pour chaque variable un poids dans le calcul du facteur commun, et ce pour l'ensemble de la période d'estimation (cf. *tableau*). Ces coefficients sont par la suite ré-estimés chaque année. Enfin, le facteur commun est normalisé de manière à présenter une moyenne de 100 et un écart-type de 10 sur la période d'estimation des coefficients (1987-2010) (cf. *graphique 1*). Cette méthode est identique à celle utilisée pour

estimer les indicateurs synthétiques dans les enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise (de l'industrie, du bâtiment, du commerce de détail ou des services).

Onze soldes sont publiés dans l'enquête auprès des ménages. Pour en extraire un facteur commun de façon robuste, il est nécessaire que ces soldes soient suffisamment corrélés. Les analyses effectuées ont ainsi conduit à écarter trois soldes dont les fluctuations sont sensiblement différentes des autres soldes : l'évolution des prix future et passée, et l'opportunité d'épargner. *In fine*, huit soldes, dont les variations sont bien corrélées, ont donc été retenus pour calculer le facteur commun :

- évolution de la situation financière personnelle, future et passée ;
- capacité d'épargne actuelle (solde anciennement dénommé « situation financière personnelle actuelle ») ;
- capacité d'épargne future (solde anciennement dénommé « capacité d'épargne ») ;
- niveau de vie (en France), futur et passé ;
- chômage futur ;
- opportunité de faire des achats importants.

Le nouvel indicateur de confiance des ménages présente un profil proche de l'ancien indicateur

Le *graphique 1* compare ce nouvel indicateur synthétique avec l'indicateur résumé publié jusqu'en décembre 2010. Les informations conjoncturelles extraites de l'enquête par les deux méthodes sont très proches. Les deux indicateurs évoluent dans le même sens pour 92,4 % des mois et leur corrélation est de 99,4 % (corrélation de 96,6 % pour leurs variations). De fait, les 5 soldes ayant le plus grand poids dans le nouvel indicateur synthétique sont précisément les soldes utilisés pour le calcul de l'ancien indicateur résumé (cf. *tableau*). Les pondérations respectives des soldes diffèrent cependant quelque peu : le poids du « niveau de vie passé » est ainsi plus important dans le nouvel indicateur (30 % contre 20 % auparavant).

Rétropolation des soldes sur la base de l'enquête quadrimestrielle menée avant 1987

Le nouvel indicateur a en outre été réropolé jusqu'en 1972. En effet, l'enquête mensuelle auprès des ménages existe depuis janvier 1987, mais entre 1970 et 1987, une enquête très similaire était réalisée à un rythme « quadrimestriel ». Plus précisément, les variables aujourd'hui présentes dans l'enquête sont disponibles en totalité à partir d'octobre 1972. Une réropolation des séries a donc été conduite sur la période 1972-1987 : les soldes quadrimestriels de l'ancienne enquête ont été étendus en fréquence mensuelle à l'aide d'une technique de lissage et ont été raccordés à l'enquête mensuelle. Les séries reconstruites sur cette période sont, cependant, un peu plus fragiles, du fait de changements dans la méthodologie de l'enquête. Afin que le facteur commun calculé aujourd'hui ne dépende pas de séries réropolées, les

coefficients retenus pour pondérer les soldes sont ceux estimés sur les seules données de l'enquête mensuelle (de janvier 1987 à décembre 2010). Ils sont ensuite appliqués à l'ensemble de la période. L'indicateur calculé est centré-réduit sur la période d'estimation (de janvier 1987 à décembre 2010, cf. graphique 1).

Une méthode alternative consistant à estimer le facteur commun sur l'ensemble de la période 1972-2010 aurait conduit à retenir les mêmes soldes d'opinion et aurait donné des résultats proches (cf. tableau).

L'indicateur synthétique apporte une information utile au diagnostic conjoncturel

L'indicateur synthétique, au même titre que l'ancien indicateur résumé, peut être utilisé pour le diagnostic conjoncturel sur le revenu ou la consommation des ménages (cf. Note de conjoncture de mars 2001). En trimestriel, l'indicateur synthétique du moral des ménages est notamment fortement corrélé aux évolutions du pouvoir d'achat de leur revenu disponible brut (RDB) (cf. graphique 2).

De surcroît, l'indicateur synthétique de confiance des ménages apporte une information supplémentaire à celle des revenus pour déterminer les fluctuations de la consommation des ménages. Pour le montrer, on mesure par une régression la part de l'indicateur synthétique (IS) qui n'est pas expliquée par le glissement annuel (ga) du pouvoir d'achat (PA). On effectue ensuite une régression simple de l'évolution trimestrielle (ev) de la consommation (C) sur le pouvoir d'achat des ménages (PA), et sur cette information supplémentaire χ contenue dans l'indicateur synthétique.

$$IS = 93,61 + 3,96 \times ga(PA) + \chi$$

(0,99) (0,37)

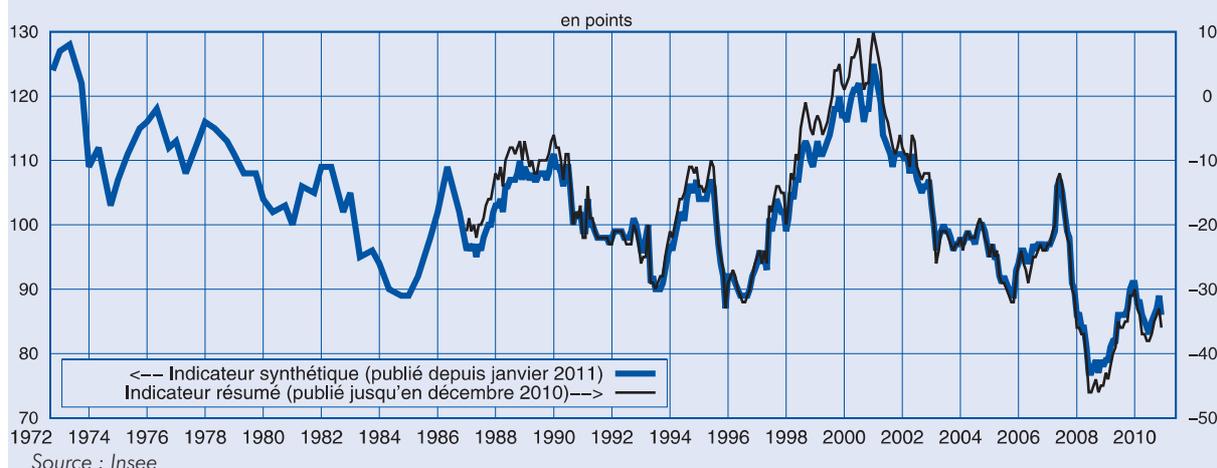
$$ev(C) = 0,45 + 0,19 \times ev(PA) + 0,018 \times \chi + p$$

(0,05) (0,06) (0,006)

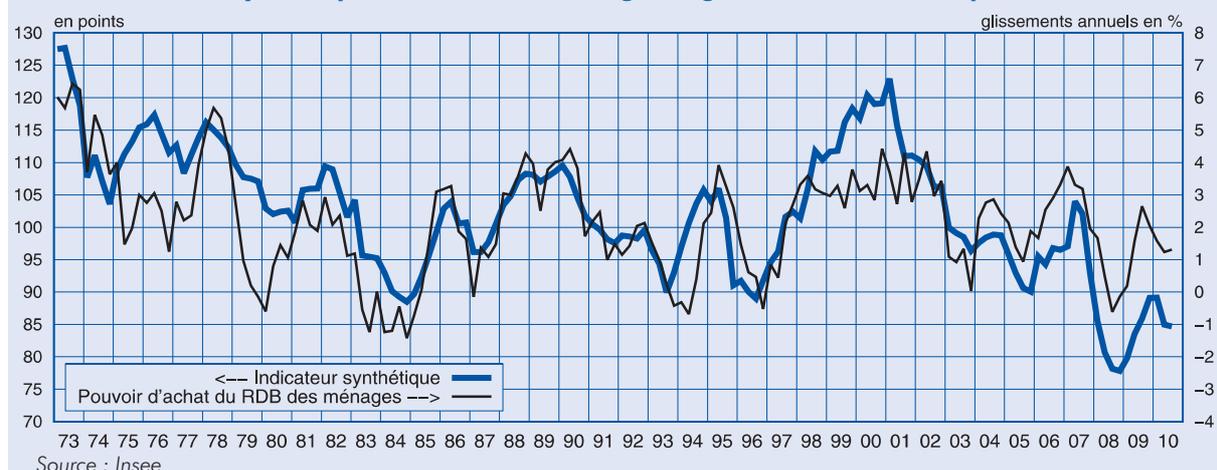
avec un écart-type du résidu p estimé égal à 0,54

On constate alors un lien positif et significatif entre l'évolution trimestrielle de la consommation et l'information supplémentaire de l'enquête χ . L'indicateur synthétique apporte effectivement de l'information sur la consommation des ménages qui n'est pas contenue dans le pouvoir d'achat. ■

1 - Indicateur synthétique du moral des ménages et ancien indicateur résumé de 1987 à 2010



2 - Indicateur synthétique du moral des ménages et glissement annuel du pouvoir d'achat



Poids des soldes d'opinion dans l'indicateur synthétique de confiance des ménages et dans l'ancien indicateur résumé

en %

	Poids dans le nouvel indicateur synthétique (1987-2010)	Loadings* dans le nouvel indicateur synthétique (1987-2010)	Poids dans l'ancien indicateur résumé	Poids dans un indicateur synthétique estimé depuis 1972
Niveau de vie futur	14	89	20	20
Niveau de vie passé	30	95	20	17
Chômage futur	4	68	0	5
Situation financière future	16	91	20	22
Situation financière passée	18	92	20	28
Opportunité de faire des achats importants	10	86	20	4
Capacité d'épargne future	6	77	0	2
Capacité d'épargne actuelle	1	34	0	3

* Note de lecture : les *loadings* correspondent aux coefficients de la régression de chaque solde sur le facteur commun ; plus le *loading* est proche de 100 %, plus le profil du solde est proche de celui de l'indicateur synthétique.

Source : Insee

Résultats des entreprises

Après avoir fortement reculé en 2009, le taux de marge des sociétés non financières, mesuré au coût des facteurs, s'est redressé début 2010, notamment à la suite de la suppression de la taxe professionnelle. À la fin de l'année 2010, il a en revanche diminué, en raison d'une hausse des coûts salariaux réels supérieure aux gains de productivité et d'une évolution défavorable des termes de l'échange en fin d'année. Fin 2010, il a ainsi atteint 30,3 %.

D'ici mi-2011, le taux de marge se redresserait très légèrement, soutenu par les gains de productivité réalisés par les entreprises, mais pénalisé par les termes de l'échange, à la suite du choc d'inflation importée, et par la montée en charge des nouvelles taxes succédant à la taxe professionnelle. Mi-2011, le taux de marge s'établirait à 30,5 %, un niveau équivalent à celui observé fin 2009, et deux points en dessous de son niveau moyen d'avant la crise.

Entre fin 2009 et fin 2010, le taux de marge a reculé

En net repli depuis début 2008, le taux de marge, mesuré au coût des facteurs, (cf. glossaire) s'est redressé au premier trimestre 2010 (+0,4 point), en raison principalement de la suppression de la taxe professionnelle (contribution de 0,6 point). Du deuxième trimestre 2010 à la fin 2010, le taux de

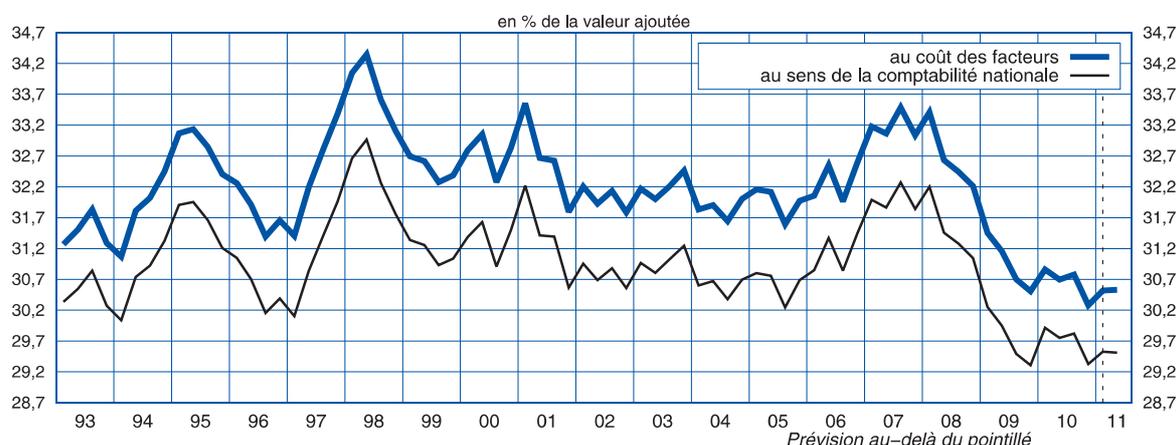
marge a ensuite reculé, de 0,6 point. La hausse des coûts salariaux réels (contributions cumulées de -0,7 point sur les trois derniers trimestres de 2010) l'a emporté sur les gains de productivité (+0,3 point). En outre, fin 2010, les termes de l'échange ont contribué négativement (-0,3 point), en lien avec la progression des prix de l'énergie. Au total, fin 2010, le taux de marge a atteint un point bas à 30,3 % (cf. graphique 1).

Le taux de marge se redresserait légèrement début 2011

Au premier trimestre 2011, le taux de marge progresserait (+0,2 point). Avec le rebond de l'activité, la productivité augmenterait à un rythme plus soutenu que lors des trimestres précédents (contribution de +0,4 point). De plus, les salaires réels reculeraient légèrement, dans un contexte de marché du travail toujours dégradé (contribution de +0,1 point). A contrario, les termes de l'échange pèseraient comme au quatrième trimestre sur le taux de marge, en raison de la hausse des prix des matières premières (contribution de -0,2 point).

Au deuxième trimestre 2011, le taux de marge se stabiliserait. Les gains de productivité s'atténueraient (contribution de 0,2 point) et les salaires réels pèseraient peu sur le taux de marge. Les termes de l'échange continueraient d'avoir un impact négatif sur celui-ci (contribution de -0,1 point).

Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



Source : Insee

Sur le premier semestre 2011, la montée en charge des nouvelles taxes succédant à la taxe professionnelle⁽¹⁾ pèserait légèrement sur le taux de marge (contribution de -0,1 point⁽²⁾ entre la fin 2010 et la mi-2011).

Au total, mi-2011, le taux de marge au coût des facteurs atteindrait 30,5 %, un niveau équivalent à celui observé fin 2009 juste avant la suppression de la taxe professionnelle. Il serait inférieur de 2 points à sa moyenne des années 2000-2007. ■

(1) Cotisation foncière des entreprises, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux.

(2) Son impact est comptabilisé dans la ligne « ratio du prix de la VA au coût des facteurs au prix de la VA ».

Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2009				2010				2011		2009	2010	2011 acq
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Taux de marge (en niveau)⁽¹⁾	30,3	29,9	29,5	29,3	29,9	29,7	29,8	29,3	29,5	29,5	29,8	29,7	29,5
Variation du taux de marge	-0,8	-0,3	-0,5	-0,2	0,6	-0,2	0,1	-0,5	0,2	0,0	-1,7	0,0	-0,2
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)⁽²⁾	31,5	31,2	30,7	30,5	30,9	30,7	30,8	30,3	30,5	30,5	31,0	30,7	30,5
Variation du taux de marge au coût des facteurs	-0,8	-0,3	-0,5	-0,2	0,4	-0,2	0,1	-0,5	0,2	0,0	-1,7	-0,3	-0,1
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs													
<i>des gains de productivité</i>	-1,2	0,4	0,2	0,4	-0,1	0,3	0,1	-0,1	0,4	0,2	-1,6	0,6	0,6
<i>du salaire par tête réel</i>	0,2	-0,5	-0,4	-0,2	0,0	-0,3	-0,1	-0,3	0,1	-0,1	-1,0	-0,8	-0,3
<i>du taux de cotisation employeur</i>	-0,1	0,0	0,0	-0,2	0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,0
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	0,4	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	0,0	0,2	-0,3	-0,2	-0,1	1,0	-0,5	-0,4
<i>du ratio du prix de la VA au coût des facteurs au prix de la VA</i>	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,6	-0,1

■ Prévission

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :
 - les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;
 - les évolutions du salaire réel moyen par tête (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.
 - d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale, ce ratio augmente en 2010 en raison de la suppression de la taxe professionnelle.
 Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} = 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \cdot \frac{W}{SMPT} \cdot \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.
 Source : Insee

Investissement des entreprises et stocks

En 2010, l'investissement des entreprises a légèrement baissé, de 1,3 % en moyenne annuelle, après une forte chute en 2009 (-7,9 %). Le recul significatif des dépenses en construction a plus que compensé la reprise des investissements productifs et en services, qui est survenue dès le début de l'année 2010. Au premier semestre 2011, la dynamique de l'investissement des entreprises se renforcerait. En particulier, les dépenses en construction redémarreraient progressivement. Les investissements productifs croîtraient de manière soutenue. Les entrepreneurs investiraient davantage face à des perspectives de demande en hausse, une mobilisation plus soutenue de l'appareil productif et des conditions de financement favorables.

Au quatrième trimestre 2010, la contribution de la variation des stocks à la croissance a été fortement négative (-0,9 point, après +0,2 point au trimestre précédent), du fait principalement de mouvements de déstockage dans les biens d'équipement et les biens intermédiaires. À l'horizon de la prévision, les entreprises ramèneraient leurs stocks en ligne avec la demande et les variations de stocks soutiendraient à nouveau la croissance.

En dépit d'une fin d'année dynamique, l'investissement des entreprises a continué de reculer en 2010

Au quatrième trimestre 2010, l'investissement des entreprises non financières (ENF) a continué de se redresser, de 0,5 % après +0,4 % au troisième trimestre (cf. tableau 1), porté par l'accélération des dépenses en service (+2,4 % après +1,0 %) et la

progression des dépenses en biens manufacturés. Le taux d'investissement des entreprises non financières est remonté à 18,4 % fin 2010 (cf. graphique 1), après un point bas à 18,2 % au premier trimestre 2010. Au sein des produits manufacturés, les dépenses en biens d'équipement ont ralenti (+0,2 % après +3,0 %) mais les achats d'automobiles ont fortement augmenté (+3,5 % après -0,8 %), avant l'expiration de la prime à la casse au 31 décembre 2010. À l'inverse, les dépenses en construction ont encore nettement reculé (-2,9 % après -2,3 %). Cependant, cette forte baisse reflète en partie les facteurs exceptionnels qui ont pénalisé le secteur des travaux publics : difficultés d'approvisionnement en bitume liées au blocage des raffineries en octobre, mauvaises conditions climatiques en décembre.

Au total, sur l'ensemble de l'année 2010, l'investissement des ENF a baissé de 1,3 %, mais nettement moins fortement qu'en 2009. Le recul de l'investissement en construction (-11,0 %) l'a emporté sur le redémarrage des investissements en produits manufacturés (+3,5 %) et en services (+1,2 %).

Début 2011, une dynamique de l'investissement qui se renforce

Au premier semestre 2011, la progression de l'investissement des ENF serait un peu plus soutenue (+1,2 % par trimestre). En effet, interrogés en mars, les chefs d'entreprise dans le secteur des services font de nouveau part d'une bonne tenue de leurs investissements. Et, dans la dernière enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie, les chefs d'entreprise anticipaient des investissements plus importants au premier semestre 2011

Tableau 1

Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2009				2010				2011		2009	2010	acquis 2011
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés (49 %)	-5,9	-1,6	-0,1	0,0	1,7	1,5	1,6	1,2	1,4	1,5	-11,2	3,5	4,6
Bâtiment et travaux publics (22 %)	-1,1	-1,3	-3,6	-2,9	-4,6	-0,8	-2,3	-2,9	0,5	0,3	-6,0	-11,0	-2,8
Autres (29 %)	-0,7	-2,2	-1,3	-0,9	-0,2	2,9	1,0	2,4	1,5	1,5	-4,7	1,2	5,7
Ensemble des ENF (100 %)	-3,0	-1,7	-1,5	-1,1	-0,6	1,3	0,4	0,5	1,2	1,2	-7,9	-1,3	3,0

Prévision

Source : Insee

qu'au second semestre 2010. Les perspectives d'activité demeurent en effet bien orientées et la mobilisation des capacités de production continue de s'intensifier : en janvier, le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière atteint 79,2 % après 78,7 % en octobre dernier et un point bas à 71,3 % en avril 2009 (cf. graphique 2). De plus, fin 2010-début 2011, les entrepreneurs sont également plus nombreux à évoquer des goulots de production. Enfin, les conditions globales de financement demeurent favorables : les banques ont continué d'assouplir leurs critères d'attribution du crédit et les taux d'intérêt réels restent à des niveaux bas.

Le taux d'investissement poursuivrait sa remontée et atteindrait 18,5 % à la fin du premier semestre 2011. Il serait cependant encore nettement en dessous de son niveau d'avant-crise (cf. graphique 1).

L'investissement en construction repartirait ...

En baisse continue depuis le deuxième trimestre 2008, l'investissement en construction des entreprises repartirait à la hausse au premier trimestre 2011 (+0,5 %) : les dépenses en travaux publics rebondiraient et la baisse de l'investissement en bâtiment se modérerait. L'investissement en travaux publics bénéficierait en effet du rattrapage d'une partie des dépenses en travaux publics ajournées au quatrième trimestre 2010, du fait de conditions météorologiques défavorables en décembre et de problèmes d'approvisionnement en bitume, à la suite des grèves dans les raffineries en octobre. Les entrepreneurs en travaux publics signalent d'ailleurs des perspectives d'activité plus favorables. Au deuxième trimestre 2011, l'activité dans les travaux publics subirait un contrecoup

avec le retour de l'activité à son niveau habituel. En revanche, les mises en chantier se redressent depuis quelques mois, ce qui laisse augurer une reprise de l'investissement en bâtiment d'ici mi-2011. Au total, la hausse des dépenses en construction serait modérée au deuxième trimestre (+0,3 %).

...et les investissements en produits manufacturés et en services continueraient de progresser

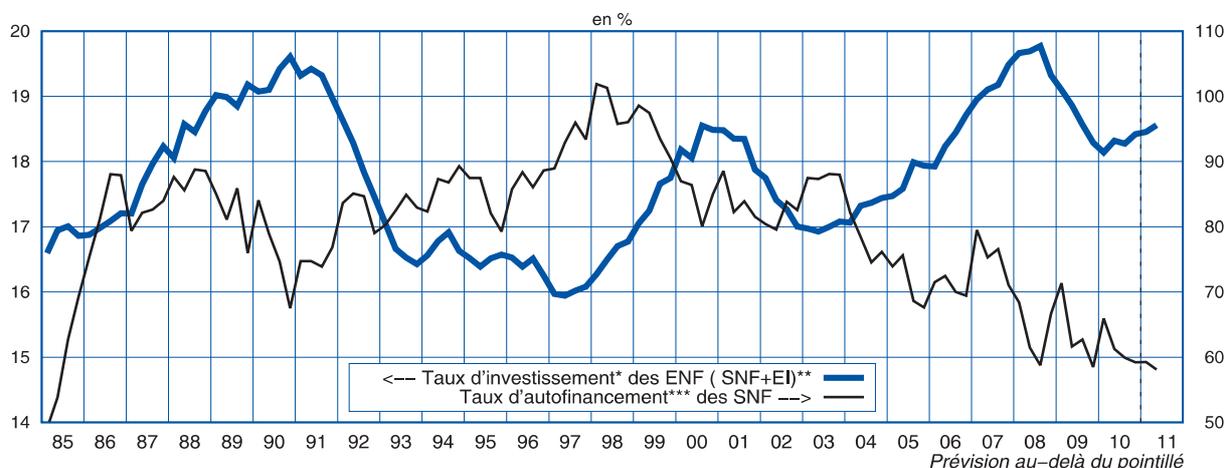
L'investissement en produits manufacturés poursuivrait sa progression (+1,4 % au premier trimestre 2011 puis +1,5 % au deuxième). Les grossistes indiquent que les intentions de commande en biens d'équipement, qui représentent les deux tiers des investissements en biens manufacturés, progressent notablement.

La croissance des autres investissements, essentiellement en services informatiques et en activités spécialisées, scientifiques et techniques, se tasserait pour retrouver un rythme proche de sa tendance (+1,5 % au premier et au deuxième trimestres). Les perspectives d'activité dans ces secteurs restent bien orientées.

Les variations de stocks ont pesé lourdement sur la croissance du quatrième trimestre 2010

Au quatrième trimestre 2010, la contribution de la variation des stocks a été fortement négative, de -0,9 point, après +0,2 point au trimestre précédent (cf. tableau 2), et ce principalement dans les produits manufacturés (-0,7 point). Cette contribution négative est concentrée sur les biens d'équipement, en particulier ceux de la construction aéronautique et navale, et les biens intermédiaires.

1 - Taux d'investissement et d'autofinancement



* Le taux d'investissement est le ratio de l'investissement rapporté à la valeur ajoutée nominale.

** Entreprises non financières (ENF) = sociétés non financières (SNF) et entreprises individuelles (EI).

*** Le taux d'autofinancement est le ratio de l'épargne des sociétés non financières rapportées à leurs investissements.

Source : Insee

La baisse des stocks du secteur de la construction aéronautique et navale au quatrième trimestre 2010 s'explique en partie par les ventes aéronautiques à l'étranger, qui ont été plus dynamiques qu'au troisième, entraînant mécaniquement un mouvement de déstockage.

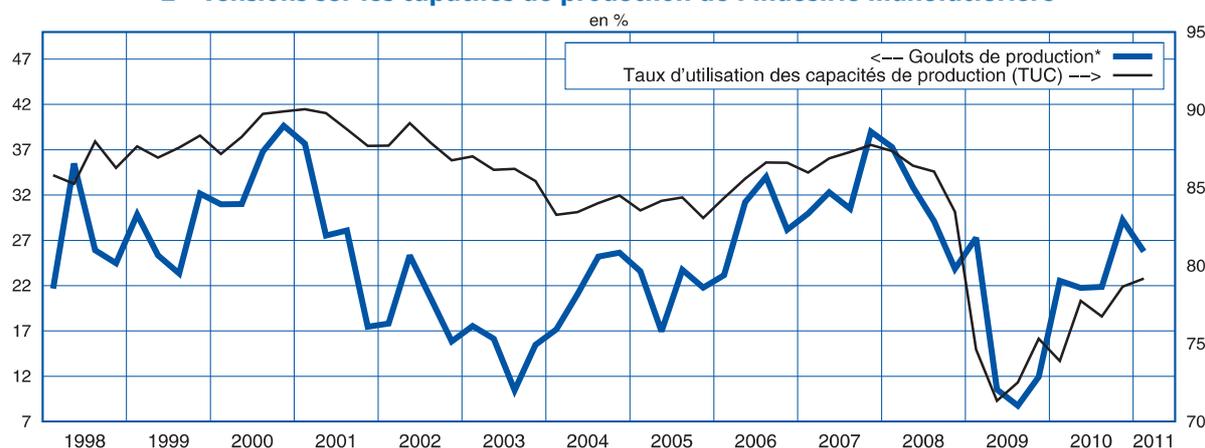
Le fort déstockage observé dans le secteur des biens intermédiaires traduit pour partie la nette baisse des importations, après un troisième trimestre exceptionnel (achats élevés de produits chimiques destinés à l'industrie pharmaceutique).

facturière. Ainsi, au premier trimestre 2011, l'opinion des industriels sur leurs stocks s'améliore, mais demeure inférieure à sa moyenne de longue période. Par ailleurs, le niveau élevé des perspectives de production et de la demande anticipée inciterait les chefs d'entreprises à modérer leur déstockage. ■

À l'horizon de la prévision, les variations de stocks soutiendraient légèrement la croissance.

Les stocks soutiendraient légèrement la croissance du premier semestre 2011, du fait principalement d'un moindre déstockage dans l'industrie manu-

2 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.
Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

Tableau 2

Contribution des variations de stocks à la croissance

en point de PIB

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles			
	2009				2010				2011		2009	2010	2011 acq.	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Produits agricoles et agroalimentaires	0,1	-0,1	-0,2	0,0	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,1
Produits manufacturés	-0,7	-0,3	-0,1	0,6	0,1	0,5	0,0	-0,7	0,1	0,1	-1,7	0,6	-0,2	
dont : Biens de consommation	-0,2	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,3	0,0	-0,1			-0,2	0,3		
Automobile	-0,2	0,0	0,2	-0,2	0,3	0,1	-0,1	0,1			-0,7	0,2		
Biens d'équipement	0,2	0,0	-0,5	0,6	-0,5	0,0	0,0	-0,3			0,0	-0,3		
Biens intermédiaires	-0,5	-0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	-0,3			-0,8	0,4		
Produits énergétiques	-0,2	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,2	-0,1	0,1	0,0	-0,2	-0,1	0,2	
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	
TOTAL (1)	-0,9	-0,5	-0,3	0,6	-0,3	0,4	0,2	-0,9	0,2	0,1	-1,8	0,1	-0,1	

■ Prévision

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

Production

Au quatrième trimestre 2010, la production de biens et services a progressé au même rythme que le trimestre précédent (+0,3 %) et un peu moins fortement que ce qui avait été prévu dans la note de décembre (+0,4 %). L'activité dans l'industrie manufacturière a accéléré. Elle s'est en revanche nettement repliée dans l'énergie, touchée par les grèves dans les raffineries, et dans la construction, pénalisés par les conditions climatiques défavorables en fin d'année.

La production accélérerait nettement au premier trimestre 2011 (+0,8 %). L'indicateur du climat des affaires a en effet poursuivi sa progression début 2011 pour atteindre en mars un niveau significativement supérieur à sa moyenne de longue période. L'indicateur de retournement « France » se maintient toujours dans la zone favorable, depuis mi-2009. Dans les travaux publics, le raffinage et les matériaux de construction, la production bénéficierait notamment d'un rattrapage, après des déficits de production en fin d'année 2010. Au deuxième trimestre, elle retrouverait un rythme de croissance plus modéré (+0,5 %). D'une part, les effets de rattrapage s'interrompraient, d'autre part, l'activité dans le commerce serait tirée vers le bas par le contrecoup de la fin de la prime à la casse.

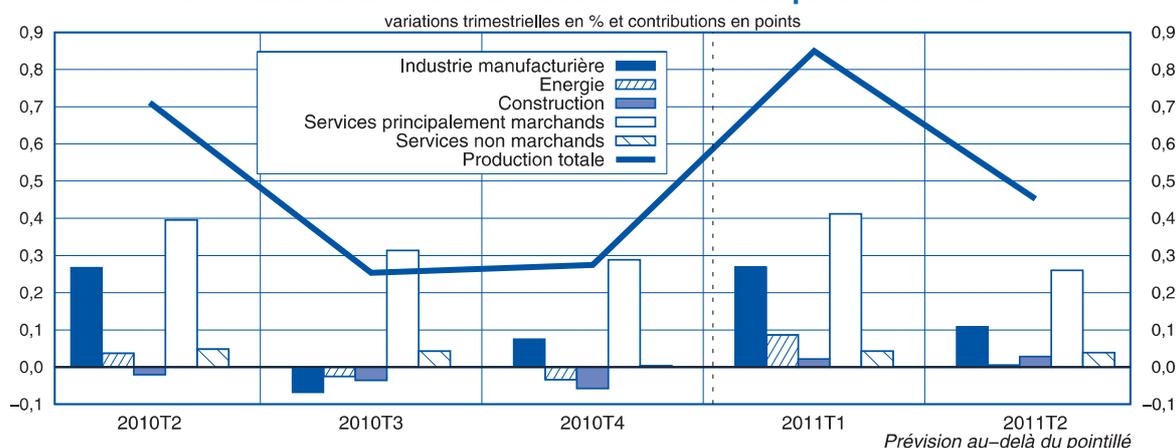
À la fin du premier semestre 2011, l'acquis de croissance de la production pour 2011 s'élèverait à +1,7 %, après une hausse de 1,9 % en 2010.

La production accélérerait début 2011

Au quatrième trimestre 2010, la production a progressé de 0,3 %, au même rythme que le trimestre précédent (cf. compte associé), soit un rythme un peu moins élevé qu'anticipé en décembre (+0,4 %). La production manufacturière a accéléré (+0,4 % après -0,4 % au troisième trimestre), bénéficiant notamment d'un rebond dans le secteur automobile, tandis que la croissance est restée dynamique dans le tertiaire marchand (+0,6 %), (cf. graphique 1). À l'inverse, dans plusieurs secteurs touchés par des facteurs exceptionnels, l'activité s'est repliée fin 2010 (cf. graphique 2). La production d'énergie, tout d'abord, a reculé, en raison des grèves automnales dans les raffineries (-1,0 % après -0,7 %). L'activité dans la construction, pénalisée par les mauvaises conditions climatiques, s'est également nettement contractée (-0,8 %). Enfin, au sein de la production manufacturière, la production de matériaux de construction s'est effondrée en décembre en lien avec les conditions météorologiques.

Au premier trimestre 2011, la production accélérerait nettement (+0,8 %). Le rebond attendu dans les différents secteurs touchés par des difficultés de production aurait un effet positif sur l'activité. Les dernières données de l'indice de la production industrielle indiquent ainsi un rebond important en janvier dans plusieurs de ces secteurs (cf. graphique 2). Par ailleurs, l'indicateur du climat des

1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

affaires en France, issu des enquêtes auprès des chefs d'entreprises, a repris sa progression depuis décembre 2010 et se situe désormais sensiblement au-dessus de sa moyenne de longue période : il s'établit à 108 en mars (cf. graphique 3).

Au deuxième trimestre 2011, la production de l'ensemble des branches ralentirait à nouveau (+0,5 %). Si les perspectives personnelles et générales d'activité sont bien orientées dans l'industrie et les services, les effets de rattrapage observés sur plusieurs secteurs s'interrompraient. De plus, la production dans le commerce serait tirée vers le bas par le contrecoup de la prime à la casse.

L'acquis de croissance de la production pour 2011 s'établirait à +1,7 % à la fin du premier semestre 2011, après une hausse de +1,9 % en 2010.

Accélération de la production manufacturière au premier trimestre 2011, suivie d'un ralentissement

La production manufacturière s'est redressée au quatrième trimestre 2010 : +0,4 % après -0,4 % au troisième trimestre. En particulier, la production a fortement accéléré dans l'industrie automobile (+6,5 %), après un troisième trimestre déjà dynamique (+1,7 %). Ce secteur a en effet bénéficié d'une forte progression des commandes d'automobiles avant l'arrêt du dispositif de prime à la casse fin 2010. L'activité a cessé de se replier dans le secteur des biens intermédiaires (+0,4 % après -0,6 %). En revanche, la production a sensiblement diminué dans les secteurs des biens d'équipement (-0,9 % après -1,7 %) et des biens de consommation (-1,4 % après +0,7 %).

Les industriels interrogés en mars 2011 font état d'un maintien de leur production passée à un niveau élevé. Les perspectives personnelles et géné-

rales de production sont également en nette amélioration depuis novembre 2010 (cf. graphique 4). Ceci suggère que la production manufacturière accélérerait au premier trimestre 2011 (+1,5 % par rapport au trimestre précédent). Plus spécifiquement, l'activité dans la production de matériaux de construction devrait fortement rebondir, après des difficultés rencontrées au quatrième trimestre. Par ailleurs, dans la branche des matériels de transports, les industriels font également état d'une production dynamique au premier trimestre. En particulier, l'activité automobile accélérerait sensiblement, grâce aux mises en production encore nombreuses de véhicules neufs commandés fin 2010. Dans la métallurgie enfin, les entrepreneurs signalent une activité en nette hausse sur le premier trimestre.

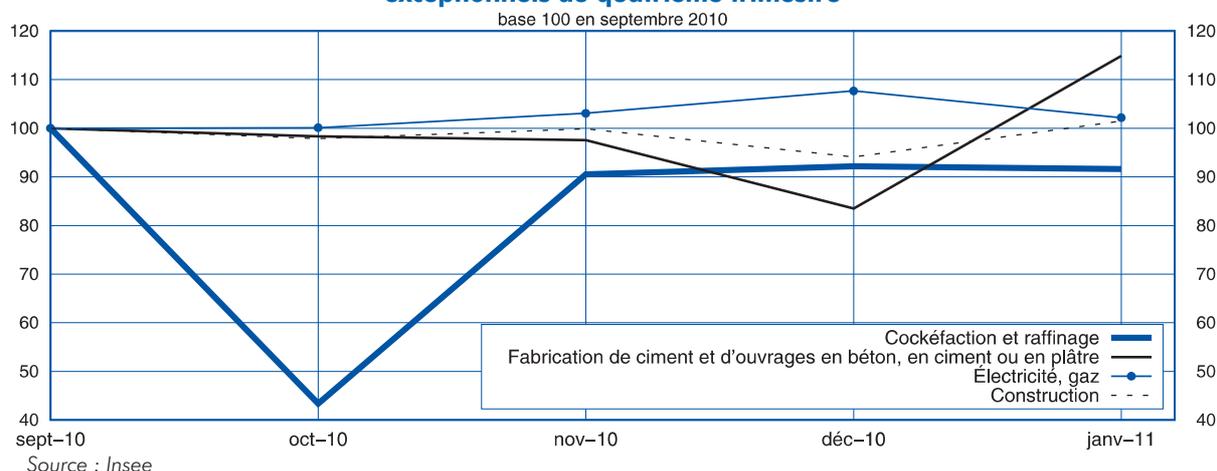
La production manufacturière ralentirait ensuite au deuxième trimestre 2011 (+0,6 %). Après une croissance de +4,7 % en 2010, l'acquis de croissance annuelle pour la production manufacturière s'établirait à +2,5 % à l'issue du premier semestre 2011.

Début de redressement de l'activité dans la construction

Au quatrième trimestre 2010, la production dans le secteur de la construction s'est de nouveau contractée : -0,8 %, après -0,5 % au troisième trimestre 2010. Cette contraction est principalement imputable au net repli de l'activité dans les travaux publics, fortement affectés par les mauvaises conditions météorologiques.

Au premier semestre 2011, la production dans le secteur de la construction repartirait légèrement (+0,3 % puis +0,4 % aux premier et deuxième trimestres). L'activité dans les travaux publics rebondirait, comme le signalent les entrepreneurs

2 - Indice de la production industrielle dans quelques secteurs touchés par des facteurs exceptionnels au quatrième trimestre



interrogés dans la dernière enquête trimestrielle : ce secteur bénéficierait en particulier de températures plus clémentes et d'un rattrapage de la production ajournée fin 2010. Même si les carnets de commande sont encore jugés peu fournis, l'activité dans le bâtiment se redresserait progressivement comme l'attestent les perspectives de production déclarées par les entrepreneurs de ce secteur en mars. Les mises en chantier de bâtiments commencent en effet à se redresser depuis quelques mois.

Au total, après une nette contraction en 2010 (-5,0 %), l'acquis de croissance annuelle de la production dans le secteur de la construction ne serait plus que légèrement négatif (-0,3 %) à l'issue du premier semestre 2011.

L'activité serait soutenue dans les services marchands au premier semestre 2011

L'activité des services marchands (services immobiliers, aux entreprises et aux particuliers) a accéléré au quatrième trimestre 2010 : +0,6 %, après +0,4 % au troisième trimestre. Cette accélération est imputable au secteur des services aux entreprises (+0,9 % après +0,5 % au troisième trimestre 2010) et plus particulièrement aux activités de conseil et d'assistance. Dans le secteur des activités immobilières, l'activité a progressé au même rythme modéré (+0,4 %) que le trimestre précédent, tandis que l'activité dans les services aux particuliers a stagné (+0,1 %).

L'activité accélérerait au premier trimestre 2011 dans les services marchands (+0,8 %) puis resterait soutenue au deuxième trimestre (+0,7 %). Selon les chefs d'entreprise interrogés en mars, la conjoncture continue en effet de s'améliorer dans les services début 2011, et ils voient légèrement à la hausse leurs anticipations d'activité pour les mois à venir. Parallèlement, l'indicateur synthé-

tique du climat des affaires continue de progresser et s'établit à 106 au mois de mars 2011. Les services bénéficieraient notamment de l'accélération de l'activité dans l'industrie manufacturière.

À la fin du deuxième trimestre 2011, l'acquis de croissance pour la production de services marchands 2011 serait déjà de +2,2 %, après une progression de +2,3 % en 2010.

Services principalement non marchands : l'activité resterait modérée au premier semestre 2011

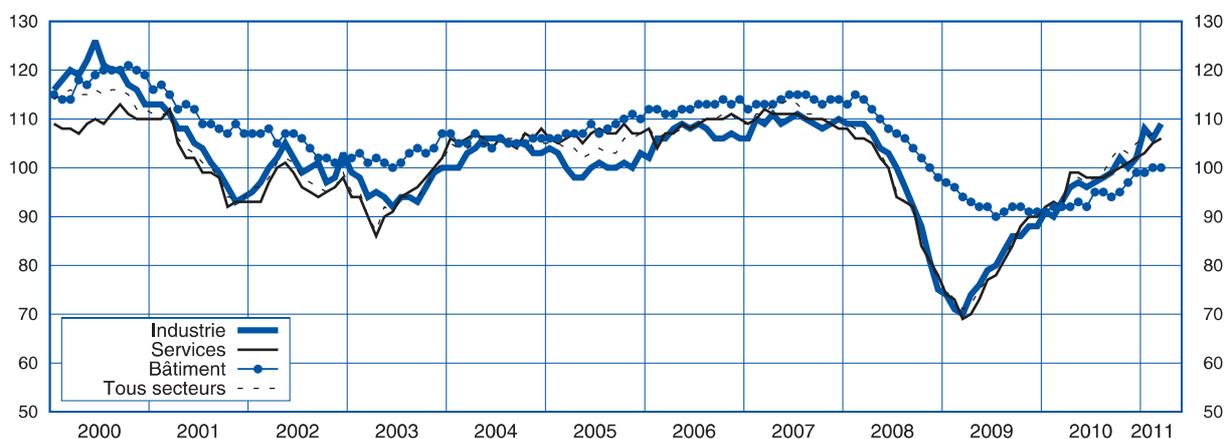
Dans les services principalement non marchands, la production a stagné au quatrième trimestre 2010 (+0,0 % après +0,3 % au troisième trimestre). Sa croissance est ainsi restée modérée depuis début 2010, du fait du ralentissement des dépenses publiques. Celui-ci devrait se poursuivre et l'activité continuerait de progresser à un rythme modéré au premier semestre 2011 (+0,3 % aux premier et deuxième trimestres).

Au total, la production de ce secteur enregistrerait un acquis de croissance pour 2011 de +0,7 %, après une hausse de +1,2 % en 2010.

Commerce : accélération suivie d'un contrecoup

L'activité commerciale est restée dynamique au quatrième trimestre 2010 (+0,5 %, après +0,7 % au troisième trimestre), après un début d'année plus hésitant. Dans le commerce de gros, le climat conjoncturel est resté favorable tout au long du deuxième semestre 2010. Parallèlement, selon les entrepreneurs du commerce de détail et du commerce et de la réparation automobiles, la croissance de l'activité s'est stabilisée à un niveau assez élevé fin 2010, en particulier dans le commerce

3 - Indicateurs synthétiques en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment



Source : Insee

automobile. Ce secteur a en effet largement bénéficié du dynamisme des achats de véhicules neufs avant l'arrêt de la prime à la casse fin 2010.

L'activité commerciale accélérerait notablement au premier trimestre 2011 (+0,8%), avant de marquer le pas au deuxième trimestre (+0,0%). Dans le commerce de gros en effet, l'indicateur synthétique du climat des affaires atteint en mars un niveau significativement supérieur à sa moyenne de longue période. Les perspectives générales d'activité se trouvent à un niveau élevé, tandis que les intentions de commandes continuent de se regarnir. Dans le commerce de détail et le commerce automobile, le climat est également resté favorable au premier trimestre selon les entrepreneurs du secteur. L'activité commerciale reculerait ensuite légèrement au deuxième trimestre, en lien avec le repli attendu de la consommation des ménages en produits manufacturés, avec le contrecoup de la prime à la casse (-1,8%). Les prévisions des entreprises du secteur dans les enquêtes de conjoncture sont d'ailleurs peu optimistes pour le deuxième trimestre : les perspectives générales d'activité sont en baisse, tout comme les intentions de commandes.

À la fin du deuxième trimestre, l'activité commerciale présenterait un acquis de croissance de +1,7%, après une croissance de +1,7% en 2010.

Reprise dans les transports

Dans les transports, l'activité a ralenti au quatrième trimestre 2010 (+0,3% après +1,8% au troisième trimestre). Elle progresserait à un rythme modéré au premier semestre 2011 (+0,6% puis +0,4% aux premier et deuxième trimestres). Son acquis de croissance annuelle à l'issue du deuxième trimestre 2011 serait de +2,1%, après une progression de +2,0% en 2010.

Rebond dans l'énergie, et maintien de l'activité agricole

La production d'énergie s'est fortement contractée au quatrième trimestre 2010 (-1,0%). Elle devrait rebondir au premier trimestre 2011 (+2,4%). Ce rebond masque deux phénomènes. D'un côté, les grèves automnales dans les raffineries ont entraîné une chute de la production de produits raffinés. Par contrecoup, l'activité devrait fortement rebondir au premier trimestre. À l'inverse, la production d'électricité a augmenté au dernier trimestre 2010, compte tenu de températures très en dessous des normales saisonnières. Ceci a amorti le choc sur l'ensemble du secteur énergétique. Avec des températures plus clémentes au premier trimestre 2011, la production d'électricité devrait ralentir⁽¹⁾.

L'activité du secteur de l'énergie se stabiliserait ensuite (+0,1% au deuxième trimestre). Au total, son acquis de croissance pour l'année 2011 serait de +1,7%, après une croissance de +2,1% en 2010.

Au quatrième trimestre 2010, la production des branches agricoles a stagné. Elle n'accélérerait que très légèrement d'ici l'horizon de prévision (+0,3% puis +0,2% aux deux premiers trimestres de 2011). ■

(1) Les facteurs qui ont joué sur la production entraîneraient des effets opposés sur la valeur ajoutée du secteur de l'énergie. En effet, si la production de produits raffinés représente de l'ordre de 40% de la production énergétique, la répartition de la valeur ajoutée est très différente. Le secteur du raffinage utilisant beaucoup de consommations intermédiaires (en particulier du pétrole brut), sa valeur ajoutée ne représente plus que de l'ordre de 10% de la valeur ajoutée totale du secteur énergétique. Ceci explique que la valeur ajoutée du secteur de l'énergie a progressé au quatrième trimestre, malgré la chute de la production de produits raffinés. Inversement, elle devrait légèrement reculer au premier trimestre 2011.

4 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière

